

## **Dissertation sur la notion de faute**

Les auteurs de l'avant-projet de réforme du droit des obligations et du droit de la prescription proposent de rédiger l'article 1353 du code civil de la manière suivant: "*La faute de la personne morale s'entend non seulement de celle qui est commise par un représentant mais aussi de celle qui résulte d'un défaut d'organisation ou de fonctionnement*".

Ils ont ainsi souhaité donner à la faute une définition de portée générale tout en apportant une précision concernant la faute de la personne morale qui peut tenir à son organisation ou à son fonctionnement, notion déjà admise par les juridictions administratives et transposée ici en droit privé. Ce projet appelé CATALA vise à pallier de nombreux vides juridiques du code civil dans certains domaines en s'appuyant principalement sur la jurisprudence.

Les rédacteurs du Code civil consacrèrent une clause générale de responsabilité pour faute à l'article 1382: « tout fait quelconque de l'homme... ». L'article 1383 du Code civil indique quant à lui qu'une simple faute d'imprudence ou de négligence est suffisante pour induire une responsabilité. La faute n'était pas toujours définie par la loi, la doctrine s'y attacha et Planiol la définit comme un « *manquement à une obligation préexistante* », ce qui permettait de viser toutes les fautes civiles. Mais la faute peut également s'incarner dans un manquement à un devoir non textuellement prévu et défini. Quant à Carbonnier, il la définit comme un « *fait [...] illicite* ». La faute demeure ainsi une notion floue qui n'a jamais été définie par le Code civil.

Aujourd'hui, le droit français définit la faute comme une erreur de conduite, il existe ainsi plusieurs fautes: la faute par omission et la faute par action. Mais toute faute est susceptible d'entraîner la responsabilité civile dès lors qu'elle a causé un dommage à une personne, c'est-à-dire qu'une simple négligence ou imprudence suffit à entraîner la responsabilité civile. Toute faute est à sanctionner dès lors qu'elle constitue un comportement de défaillance par rapport à un comportement normal. Mais la faute concerne un élément moral, l'acte doit être répréhensible moralement car le simple fait de causer un dommage n'est pas en soi suffisant pour entraîner la responsabilité civile.

Il existe différents types de faute: la faute intentionnelle, c'est-à-dire que l'agent qui a commis la faute l'a faite volontairement, la faute lourde, c'est-à-dire que la faute est d'une certaine gravité, et enfin la faute inexcusable que la Cour de cassation définit comme une « *faute d'une exceptionnelle gravité dérivant d'un acte ou d'une omission volontaire, de la conscience que devait avoir son auteur du danger qui pouvait en résulter et de l'absence de toute cause justificative* ». La preuve de la faute, quelle qu'elle soit, se fait par tout moyen puisque ce sont des faits juridiques, même si les juges ont souvent admis la présomption de faute et lorsque celle-ci est irréfutable, on sort de la responsabilité pour faute pour aller vers la responsabilité sans faute. Dans tous les cas, il s'agit de réparer les préjudices infligés. La loi du 10 juillet 2000 vient donner à la faute civile une nouvelle vigueur et le Conseil constitutionnel vient lui donner une valeur constitutionnelle en visant désormais l'article 4 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen dans sa décision du 9 novembre 1999. On observe donc une évolution de la notion de faute, ce qui implique avant tout de mesurer l'influence générale de la faute dans le droit de la responsabilité civile.

Se pose alors la question suivante: **Quelle est l'influence de la faute sur le droit positif?**

Tout d'abord, le rôle de la faute civile est tombé en déclin (I), mais on peut observer sa renaissance dans des parties entières de la responsabilité civile (II).

## **I- La décadence de la faute civile**

Le déclin de la notion de faute s'explique tout d'abord par l'influence de la théorie du risque (A), et ensuite par celui de la responsabilité individuelle au profit de la répartition collective des risques par le développement des assurances (B).

### **A- L'influence de la théorie du risque: l'impossible exonération de responsabilité par la preuve de l'absence de faute**

La théorie du risque a été proposée dès la fin du XIXème siècle par Saleilles et Josserand. L'idée de base était « *Ubi emolumentum, ibi onus* », autrement dit que celui qui cause un dommage par cette action doit le réparer. On distingue alors le risque-profit et le risque créé: le chef d'entreprise tirant profit de son activité doit indemniser les dommages que subissent ses salariés ou même un tiers, et l'automobiliste qui se promène pour son plaisir crée un risque et doit réparer les dommages qu'il pourrait causer. Cette théorie ne résulte pas d'une analyse de comportement mais d'une constatation matérielle puisqu'est responsable celui qui a causé le dommage. Mais qui a tiré profit ou créé un risque? Dans la théorie du risque créé, c'est la victime qui a agit, tandis que pour le risque-profit, la victime a tiré profit de son activité. Cette théorie a donc influencé l'adoption de certains régimes spéciaux de responsabilité. Par exemple, la loi du 9 avril relative aux accidents du travail disposait que la charge de l'indemnisation pesait pour l'essentiel sur l'employeur car ce dernier tirait profit de l'activité de ses salariés. La loi du 5 juillet 1985 instaurait quant à elle une indemnisation quasi automatique des victimes d'accidents de la circulation.

La jurisprudence a paru elle-même s'éloigner de l'idée de faute avec l'arrêt Jand'heur du 12 janvier 1930 où une fillette est écrasée par une camionnette et la cour de cassation déclare impossible de prouver la faute de l'employeur ni du chauffeur. La Cour de cassation fait la même application de l'article 1384 mais en plus, elle décide pour la première fois qu'il s'agit d'un nouveau régime de responsabilité coupé de la faute et pose ici les principes fondamentaux de cette responsabilité. « *La présomption de responsabilité établie par l'article 1384 à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose inanimée qui a causé un dommage à autrui, ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure ou d'une cause étrangère qui ne lui soit pas imputable* ». Dans cet arrêt, la Cour de cassation y généralise la responsabilité du fait des choses et lui donne une portée autonome et énonce aussi des indications sur le régime créé, elle y parle ainsi de présomption de responsabilité et non plus de présomption de faute. La responsabilité fondée sur la faute semble ainsi abandonnée puisque cet arrêt considère que le gardien d'une chose ne peut pas s'exonérer de sa responsabilité en prouvant qu'il n'a pas commis de faute.

### **B- Le déclin de la responsabilité individuelle: le système de répartition collective des risques avec le développement de l'assurance**

L'affaiblissement de la faute s'est accentuée avec le « déclin de la responsabilité individuelle » selon Viney (*Le déclin de la responsabilité individuelle*). L'augmentation de l'engagement de la responsabilité des auteurs de dommages ainsi que celle de la

mécanisation de la vie moderne a entraîné le développement de l'assurance qui préfère instaurer la répartition collective des risques lorsque la responsabilité d'un individu est engagée. L'apparition et le développement de la Sécurité sociale participent ainsi à la même idée et ce système atteint de surcroît son exacerbation lorsque c'est l'état qui indemnise les victimes en répartissant le coût de cette indemnisation sur l'ensemble des citoyens, comme en cas d'accident de circulation ou lorsque le responsable n'est pas solvable. La loi du 31 décembre 1951 instaure alors le système selon lequel la victime est indemnisée par un Fonds de garantie financé par la collectivité, par exemple en cas de contamination du sida par transfusion sanguine (avec la loi du 31 décembre 1991). L'indemnisation de la victime se détache alors de toute recherche de responsable du dommage et le droit de la responsabilité tend ainsi à disparaître au profit d'un système de répartition collective des risques.

Aussi, lorsque des risques graves sont encourus, la prudence impose de prévenir sous peine d'engager la responsabilité de celui qui ne l'a pas fait. C'est ce qu'on appelle le principe de précaution. Pour cela, la preuve d'une faute ou le lien de causalité ne sont pas obligatoirement nécessaires. Ce principe de précaution a été consacré pour la première fois par une loi du 2 février 1995 concernant le droit de l'environnement, et fut rattaché au bloc de constitutionnalité dans l'article 5 de la charte de l'environnement qui renvoi au préambule de la constitution: « *lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en raison des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par l'application du principe de précaution et dans leurs domaines respectifs d'attributions, à la mise en œuvre de procédure d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures probatoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage* ». On observe alors que ce déclin de la responsabilité individuelle accentue la multiplication des recours en responsabilités nés cette idée de réparation.

## **II- Un regain de la faute civile**

Tout d'abord, la renaissance de la faute s'effectue dans le droit commun de la responsabilité civile (A), et ensuite dans les régimes spéciaux de responsabilité (B).

### **A- La renaissance de la faute dans le droit commun de la responsabilité civile: la diffusion de la faute hors des articles 1382 et 1383 du Code civil**

La notion de faute renaît de par notamment sa diffusion hors des articles 1382 et 1383 du Code civil. Ainsi, la responsabilité du fait des choses est elle parfois animée par des considérations subjectives, comme avec le transfert de la garde qui postule une information suffisante du nouveau détenteur de la dangerosité de la chose, solution retenue par la cour de cassation dans son arrêt de sa première chambre civile du 9 juin 1993. Aussi, il existe une fusion de la faute délictuelle et de l'inexécution contractuelle avec le sort du manquement contractuel invoqué par la cour de cassation dans son arrêt du 6 octobre 2006.

Le Conseil constitutionnel a eu l'occasion de préciser que toute faute doit entraîner réparation dans sa décision du 22 octobre 1982 et il a semblé donner valeur constitutionnelle à l'article 1382 du Code civil sur le fondement de l'article 4 de la DDHC. Si toute réparation n'est plus liée à l'idée de faute, celle-ci occupe encore une place primordiale dans le droit de la responsabilité. Les articles 1382 et 1383 du Code civil n'ont pas été abrogés et le recours à la faute domine encore dans certaines matières, mais la faute est également au cœur de la prodigieuse extension de la responsabilité qui caractérise la société contemporaine. En effet, sous l'influence des états-unis, les français intente désormais en justice en responsabilité de tout et

n'importe quoi et la jurisprudence tente tant bien que mal à canaliser cette évolution.

### **B- La renaissance de la faute dans les régimes spéciaux de responsabilité: les fautes qualifiées**

Au vu de la loi Badinter du 5 juillet 1985, il apparaît que les fautes qualifiées ont un certain rôle à tenir. En effet, la loi du 5 juillet 1985 en ses articles 3 et 4 effectue un glissement de la faute simple vers les fautes inexcusables ou intentionnelles. Aussi, l'utilisation de la graduation de la faute s'établit dans le but de former différentes catégories de victimes, passant de la victime ordinaire, protégée, ou « super-protégée ». mais cette inégalité paraît-elle acceptable? Ainsi, la faute du conducteur victime ne peut être une faute simple de comportement telle que la réprime de l'article 1382 du Code civil, elle ne lui est opposable que si elle est en lien de causalité avec la réalisation de son dommage, décision prise par l'assemblée plénière de la cour de cassation le 6 avril 2007.

La faute conserve ainsi une place importante lorsqu'elle est commise par la victime, qui voit son indemnisation réduite ou supprimée. Se justifie alors le mot du Doyen Carbonnier sur le droit de la responsabilité: un « immense gaspillage de temps et d'intelligence ». L'avant-projet CATALA maintient la place fondamentale de la faute comme fondement du droit de la responsabilité dans son nouvel article 1352 du Code civil. Il envisage ainsi une nécessaire rationalisation du droit, en particulier à travers la codification de ses règles générales.